



Conseil de
l'Union européenne

174096/EU XXVII.GP
Eingelangt am 20/02/24

Bruxelles, le 19 février 2024
(OR. en)

6743/24

STAT 2
FIN 170

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Date de réception:	6 février 2024
Destinataire:	Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	COM(2024) 54 final
Objet:	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Rapport 2017-2022 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants parlementaires se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès d'une institution de l'Union européenne

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2024) 54 final.

p.j.: COM(2024) 54 final

Bruxelles, le 6.2.2024
COM(2024) 54 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

**Rapport 2017-2022 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage
en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants
parlementaires se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès
d'une institution de l'Union européenne**

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Rapport 2017-2022 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants parlementaires se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès d'une institution de l'Union européenne

SYNTHÈSE

Conformément au régime applicable aux autres agents (RAA), l'allocation de chômage de l'UE est destinée à l'ancien agent temporaire (AT), agent contractuel (AC) ou assistant parlementaire accrédité (APA) se trouvant sans emploi contre son gré (excluant, par exemple, les agents démissionnaires) après la cessation de son service auprès d'une institution de l'Union européenne au sens de l'article 1^{er} du statut des fonctionnaires de l'Union européenne¹. Cette allocation vient en complément de l'éventuelle allocation de chômage nationale perçue par l'ancien agent.

Ces allocations sont payées par le Fonds de chômage (le «Fonds»). Ce Fonds est financé d'une part par les cotisations des agents couverts par le RAA, potentiellement bénéficiaires et, d'autre part, par les cotisations de l'employeur desdits agents.

Les conditions d'octroi de cette allocation, les catégories de bénéficiaires ainsi que les taux de contributions ont connu de substantielles modifications lors des dernières réformes statutaires, affectant notamment la trésorerie du Fonds.

La réforme du statut des fonctionnaires et du RAA de l'Union européenne, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2004, a introduit dans le RAA une nouvelle catégorie d'agents engagés par contrat (à savoir les AC) ainsi que de nouvelles règles de contribution au Fonds de chômage.

Conformément au règlement (CE) n° 160/2009 du Conseil du 23 février 2009 modifiant le régime applicable aux autres agents des Communautés européennes², les APA sont désormais également couverts par le Fonds de chômage.

La réforme du statut des fonctionnaires et du RAA de l'Union européenne, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014, a modifié la durée maximale des contrats d'engagement des AC engagés en vertu de l'article 3 *ter* du RAA (ci-après «AC 3 *ter*») qui est passée de trois à six ans.

Les articles 28 *bis*, paragraphe 11, et 96, paragraphe 11, du RAA prévoient une obligation pour la Commission de présenter tous les deux ans un rapport sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage. En outre, indépendamment du présent rapport, la Commission peut, par voie d'actes délégués, conformément aux articles 111 et 112 du statut, adapter les contributions prévues à l'article 28 *bis*, paragraphe 7, et à l'article 96, paragraphe 7, du RAA si l'équilibre du régime l'exige.

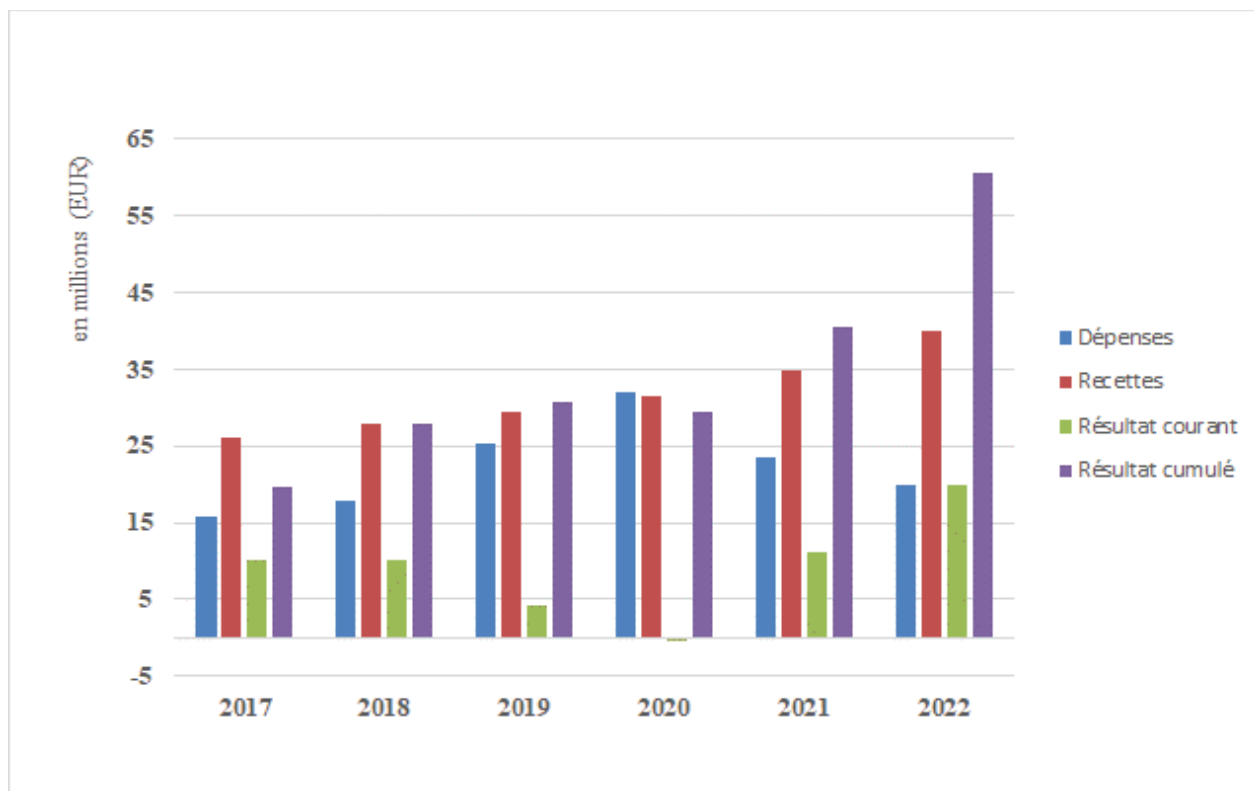
Pour faciliter le suivi de l'évolution du Fonds, la Commission établit toujours ce rapport semestriel pour une période de référence de cinq ans. Le rapport précédent couvrait la période 2015-2020³ et la période de référence du présent rapport va de décembre 2017 à décembre 2022.

¹ Règlement (UE, Euratom) n° 1023/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013.

² JO L 55 du 27.2.2009.

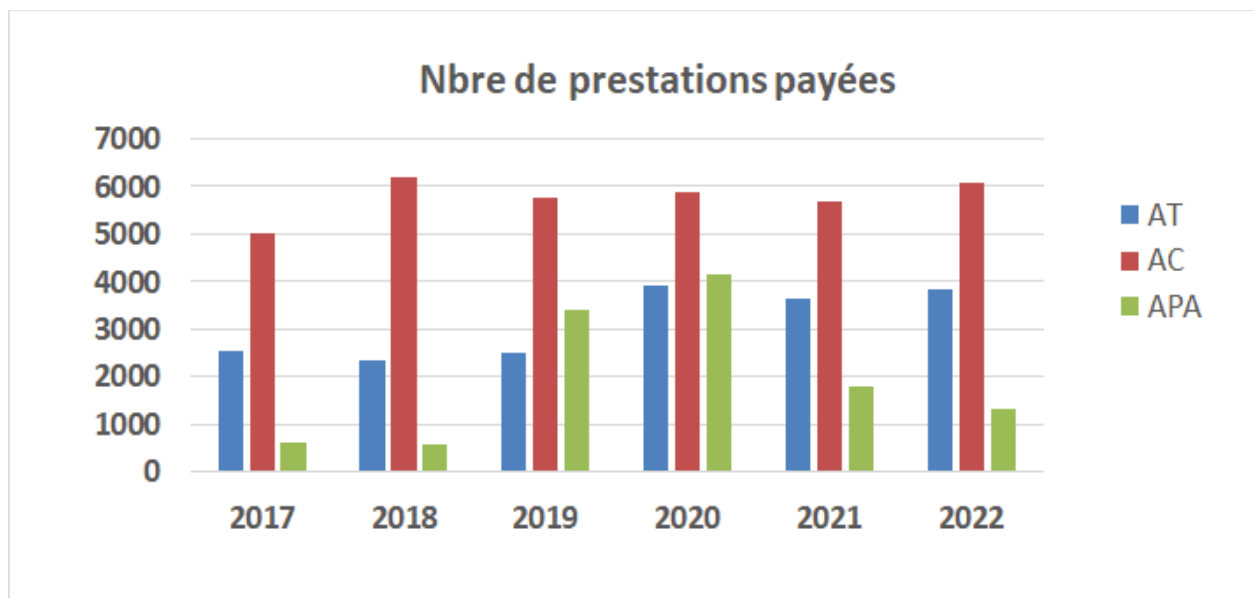
³ COM(2022) 388 final.

Évolution du Fonds



Le graphique ci-dessus montre que le résultat courant a constamment augmenté depuis 2017, sauf en 2020, année marquée par un déficit courant de 0,5 million d'euros. Le résultat courant positif se cumulant depuis six ans, le solde cumulé s'élevait à 60,5 millions d'euros fin 2022.

Évolution du nombre de prestations payées

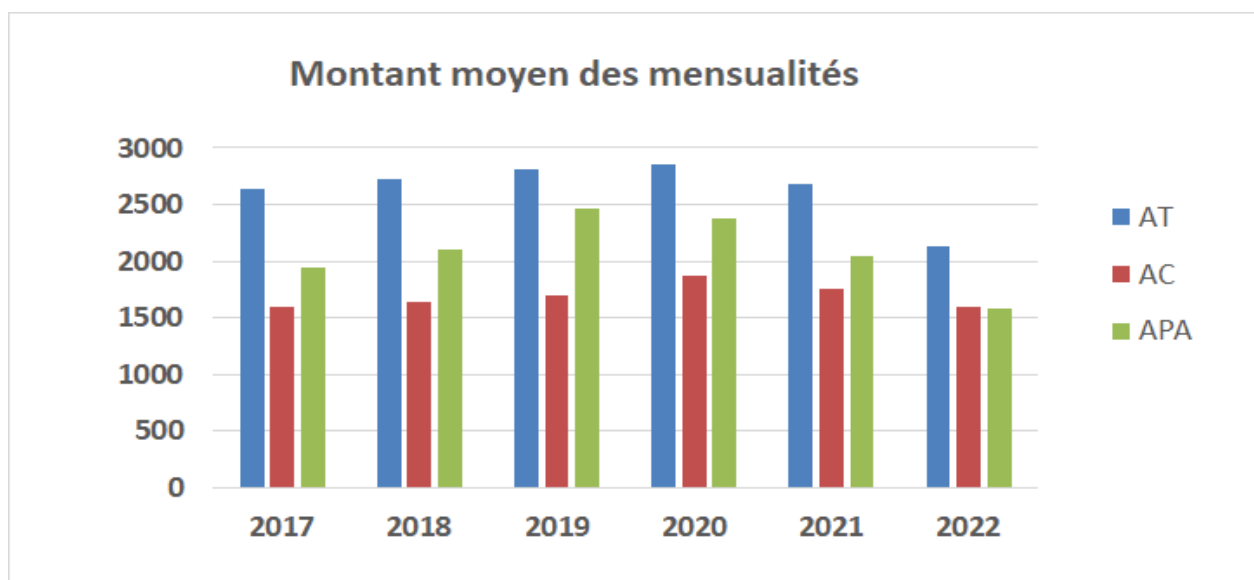


Au cours de la période de référence, le nombre d'allocations de chômage mensuelles versées a augmenté de 37 %, passant de 8 183 en 2017 à 11 230 en 2022. Au total, plus de 65 000 prestations ont été versées aux AT, AC et APA pendant la période de référence. L'évolution des bénéficiaires du Fonds est liée aux facteurs cycliques suivants:

- la fin des contrats des APA, liés à la fin de la législature parlementaire en 2019, ce qui a entraîné des répercussions sur le nombre d'allocations versées en 2019 et en 2020;
- une augmentation du nombre de prestations pour les AT en 2020, correspondant aux départs des AT employés par les cabinets (mars 2020).

Le plus grand nombre de prestations est versé aux AC. Le nombre le plus élevé d'allocations mensuelles a été versé en 2018 (6191).

Évolution de l'allocation mensuelle moyenne (EUR)



L'allocation mensuelle moyenne a légèrement diminué pour les AT. Pendant la période 2017-2022, l'allocation moyenne perçue par les AC est restée stable alors que celle des APA a baissé, en raison notamment de la dégressivité des allocations versées depuis la fin de la législature parlementaire.

CADRE RÉGLEMENTAIRE

1.1 Description du régime

La réforme du statut des fonctionnaires et du RAA, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2004, a modifié la base juridique qui régissait l'éligibilité au bénéfice du Fonds de chômage ainsi que les règles de contribution à ce dernier, et ce, depuis 1985. Les modifications peuvent être résumées comme suit:

Avant mai 2004	Après mai 2004
Une couverture contre les risques de chômage uniquement pour les agents temporaires (AT) qui cessent leurs fonctions.	Une nouvelle catégorie d'agents engagés par contrat (à savoir les agents contractuels — AC) bénéficiant de la couverture contre les risques de chômage.
Un taux de contribution de 0,4 % pour l'agent et de 0,8 % pour l'employeur.	De nouvelles règles de contribution au Fonds (à savoir un accroissement du taux de contribution fixé à 0,81 % pour l'agent et à 1,62 % pour l'employeur).
Le bénéfice d'une allocation de chômage limité à une durée ne pouvant pas dépasser 24 mois.	Le bénéfice de l'allocation de chômage est limité à un tiers de la période d'activité en tant qu'AT, AC ou APA et pour une durée ne pouvant pas dépasser 36 mois. L'allocation est plafonnée à partir du 7 ^e mois de chômage et l'allocation minimale (plancher) est revalorisée.

Le tableau ci-après présente les plafonds et les planchers applicables selon les différentes catégories de bénéficiaires:

en EUR, montants au 1^{er} janvier 2023

	AT	AC	APA
Plafond (à partir du 7 ^e mois)	3 352,86	2 514,60	2 602,75
Plancher	1 676,42	1 257,32	1 106,15

Les montants des abattements forfaitaires, des plafonds et des planchers sont mis à jour annuellement, de la même manière que les rémunérations et conformément à l'article 65 du statut.

Les allocations familiales éventuelles s'ajoutent à l'allocation de chômage. La cotisation au régime commun d'assurance maladie (RCAM) de l'Union européenne (5,1 % du salaire de base de référence du chômeur) est à la charge du Fonds.

1.2 Cadre juridique

- Article 28 *bis* du RAA tel qu'amendé par le règlement (UE, Euratom) n° 1023/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013.
- Article 96 du RAA et article 5 de l'annexe au RAA tels qu'amendés par le règlement (UE, Euratom) n° 1023/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013.

- Articles 135 et 136 du RAA tels qu'amendés par le règlement (UE) n° 1239/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2010 (JO L 338 du 22.12.2010)⁴.
- Article 65, paragraphe 1, du statut portant sur l'adaptation des rémunérations et de certains montants.
- Règlement (CECA, CEE, Euratom) n° 91/88 de la Commission du 13 janvier 1988 fixant les dispositions d'exécution de l'article 28 *bis*, paragraphe 2, du régime applicable aux autres agents des Communautés européennes (JO L 11 du 15.1.1989)⁵.
- Réglementation de la Commission du 14 juillet 1988, après commun accord constaté par le président de la Cour de justice le 4 juillet 1989, fixant les modalités d'application des dispositions relatives à l'octroi de l'allocation de chômage aux agents temporaires en exécution de l'article 28 *bis*, paragraphe 10, du RAA.

2 LA SITUATION DE CAISSE ET D'EXERCICE 2017-2022 DU FONDS DE CHÔMAGE

Cette section présente les évolutions du Fonds de chômage et plus particulièrement ses dépenses et ses recettes.

Les montants repris sous le terme «Allocations de chômage» intègrent systématiquement l'allocation de chômage de base, les cotisations au RCAM⁶ et les éventuelles allocations familiales. Les prestations sociales perçues au niveau national (allocations de chômage, allocations familiales, remboursements de frais médicaux, prime de naissance, etc.) sont déduites.

Enfin, comme indiqué plus haut (1.1), la contribution au RCAM est financée par le Fonds de chômage (5,1 % du salaire de base de référence du chômeur).

Le Fonds de chômage se fonde sur deux instruments de gestion pour ses dépenses et recettes:

- un compte courant pour l'encaissement des recettes et le paiement des allocations;
- des comptes à terme pour le placement des surplus cumulés.

2.1. Situation de «caisse»: résultats courants et soldes cumulés 2017-2022

Dans le cadre d'une comptabilité de caisse, les transactions sont enregistrées uniquement lorsqu'il y a une entrée ou une sortie d'argent.

Le tableau 1 présente un récapitulatif des recettes et des dépenses telles qu'inscrites dans la comptabilité, ainsi que le solde courant qui en découle.

⁴ JO L 338 du 22.12.2010.

⁵ JO L 11 du 15.1.1989.

⁶ Depuis 2021, les contributions au RCAM sont payées en même temps que les autres allocations au moyen d'une méthode automatisée de paiement de masse et, partant, comprises dans la catégorie «allocation de chômage». Jusqu'en 2020, ces paiements étaient les seuls à être exécutés manuellement, raison pour laquelle ils étaient enregistrés et présentés séparément. Cette modification est le résultat d'évolutions informatiques destinées à accroître l'efficacité et à réduire les risques d'erreur liés aux paiements manuels.

TABLEAU 1:

FONDS DE CHÔMAGE - SITUATION DE CAISSE -
Résultat courant (2017-2022)

Description		2017 EUR	2018 EUR	2019 EUR	2020 EUR	2021 EUR	2022 EUR
A. Dépenses							
1. Allocation de chômage	a	15 682 475,49	18 184 139,18	24 799 099,64	31 337 400,94	23 663 156,87	19 875 373,02
2. Cotisations au RCAM	b	1 163 090,29	1 235 435,57	2 013 936,61	1 466 468,10	-	-
Dépenses totales	d=Σa-c	16 845 565,78	19 419 574,75	26 813 036,25	32 803 869,04	23 663 156,87	19 875 373,02
B. Recettes							
1. Commission européenne	e	6 209 840,36	6 561 082,75	7 025 650,91	7 432 478,53	7 873 354,00	9 021 576,14
2. Parlement européen	f	3 844 539,81	4 068 312,39	4 078 688,97	4 219 155,81	4 569 046,60	5 156 115,74
3. Médiateur européen	g	36 267,58	41 043,52	40 137,47	40 680,65	42 182,04	44 033,53
4. Conseil	h	199 947,51	224 982,36	259 888,53	329 439,25	399 749,41	521 080,80
5. Cour de justice	i	1 248 941,27	1 200 709,57	1 164 182,86	1 353 574,43	1 410 446,04	1 538 584,20
6. Cour des comptes	j	247 199,12	268 999,29	301 432,53	311 363,01	349 950,20	369 832,01
7. Comité économique et social	k	94 213,33	87 814,21	115 842,48	118 175,34	128 369,83	163 573,18
8. Comité des régions	l	129 544,81	143 603,49	126 921,93	151 801,78	152 707,32	170 359,48
9. SEAE	m	1 080 608,25	1 154 674,02	1 199 396,42	1 245 571,20	1 376 053,89	1 542 352,35
10. CEPD	n				25 463,38	37 579,91	67 673,31
11. Agences	o	12 974 857,04	14 055 938,77	15 201 144,99	16 296 954,60	18 370 540,46	21 293 335,50
Recettes totales	p=Σe-o	26 065 959,08	27 807 160,37	29 513 287,09	31 524 657,98	34 709 979,70	39 888 516,24
D. Résultat courant	r=p-d	9 220 393,30	8 387 585,62	2 700 250,84	-1 279 211,06	11 046 822,83	20 013 143,22

Le tableau 2 présente l'évolution des avoirs financiers du Fonds de chômage sur le compte courant intégré dans la comptabilité de la Commission européenne (partie I) et sur les comptes de placement gérés par la DG BUDG (avant 2019, la DG ECFIN) (partie II). Pendant la période 2017-2022, les montants placés sont restés stables, mais les parties responsables ont entamé des discussions sur les options possibles afin d'augmenter le portefeuille d'investissement. La troisième partie présente les surplus cumulés consolidés sur ces deux comptes (partie III). Entre 2017 et 2022, le surplus cumulé a augmenté de 209 %, passant de 19,6 millions d'euros en 2017 à 60,5 millions d'euros en 2022.

TABLEAU 2:

FONDS DE CHÔMAGE - SITUATION DE CAISSE
Évolution du solde cumulé (2017-2022)

Description		2017 EUR	2018 EUR	2019 EUR	2020 EUR	2021 EUR	2022 EUR
I. Compte courant							
A. Résultat courant	a	9 220 393,30	8 387 585,62	2 700 250,84	-1 279 211,06	11 046 822,83	20 013 143,22
B. Solde du compte courant au 01/01	b	10 358 998,77	19 582 423,06	27 970 008,68	30 670 259,52	29 391 048,46	40 437 871,29
C. Placement à terme des surplus (-) Récupération de fonds placés (+)	c						
D. Solde du compte courant au 31/12	d=a+b+c	19 579 392,07	27 970 008,68	30 670 259,52	29 391 048,46	40 437 871,29	60 451 014,51
II. Placements à terme							
E. Placements financiers au 01/01	e	22 297,20	22 297,20	22 097,20	22 097,20	22 097,20	22 097,20
F. Versements de (+) et vers (-) du compte courant	f						
G. Intérêts bancaires	g						
H. Opérations bancaires	h		-200,00				
E. Placements financiers au 31/12	i=e+f	22 297,20	22 097,20	22 097,20	22 097,20	22 097,20	22 097,20
III. Surplus cumulé	j=d+i	19 579 392,07	27 992 105,88	30 692 356,72	29 413 145,66	40 459 968,49	60 473 111,71

La différence entre le solde du compte courant fin 2017 et début 2018 s'explique par deux paiements comptabilisés le 1/1/2018.

⁷ Pour information, les cotisations au RCAM s'élevaient à 1 636 067,14 EUR en 2021 et à 1 209 776,99 EUR en 2022. Ces chiffres sont déjà compris dans la ligne relative aux allocations de chômage. Les données ne sont plus présentées séparément pour les deux dernières années, car ces contributions sont désormais payées en même temps que les autres composantes de l'allocation de chômage (plus de 15) et ne constituent pas un élément distinct, payé par une procédure manuelle.

Le tableau 3 présente le solde cumulé du Fonds de chômage. Les recettes liées aux contributions des différentes institutions et agences ont augmenté de près de 41 millions d'euros sur la période concernée.

TABLEAU 3: FONDS DE CHÔMAGE - SOLDE CUMULÉ (2017-2022)

<u>Description</u>	2017 EUR	2018 EUR	2019 EUR	2020 EUR	2021 EUR	2022 EUR
Compte courant	19 579 392,07	27 970 008,68	30 670 259,52	29 391 048,46	40 437 871,29	60 451 014,51
Placements	22 297,20	22 097,20	22 097,20	22 097,20	22 097,20	22 097,20
Total	19 601 689,27	27 992 105,88	30 692 356,72	29 413 145,66	40 459 968,49	60 473 111,71

2.2. Situation d'exercice: résultats courants 2017-2022

Dans le cadre d'une comptabilité d'exercice, les transactions sont inscrites dans la comptabilité au moment où la contribution au Fonds de chômage ou le paiement de l'allocation de chômage sont dus. Ainsi:

- certaines contributions reçues au début de l'année N couvrent des périodes d'activité de la fin de l'année N-1;
- certains montants payés au début de l'année N couvrent des périodes de chômage de la fin de l'année N-1.

Conformément aux normes comptables applicables, ces transactions sont imputées sur l'exercice N-1.

Le tableau 4 présente les recettes et dépenses selon cette logique, reflétant ainsi la situation «d'exercice» annuelle des recettes et dépenses du Fonds de chômage.

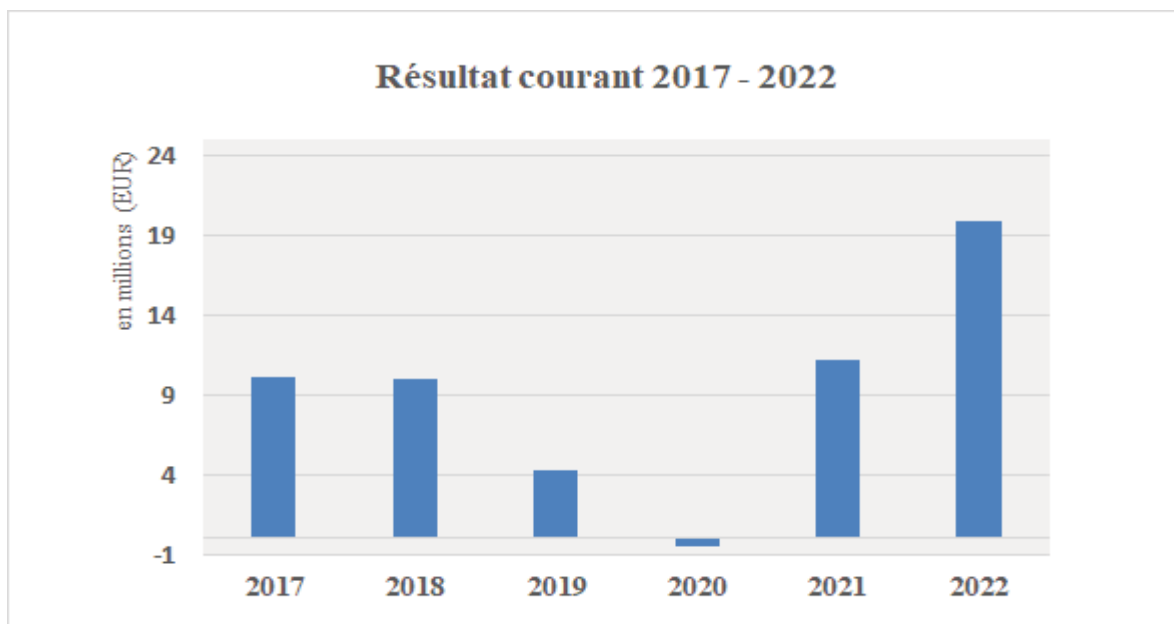
TABLEAU 4: FONDS DE CHÔMAGE - SITUATION D'EXERCICE
Résultat courant (2017-2022)

<u>Description</u>		2017 EUR	2018 EUR	2019 EUR	2020 EUR	2021 EUR	2022 EUR
A. Dépenses							
1. Allocation de chômage	a	14 721 186,08	16 551 112,85	23 264 951,63	30 572 441,37	23 477 999,25	19 946 600,45
2. Cotisations au RCAM	b	1 163 090,29	1 235 435,57	2 013 936,61	1 466 468,10	-	-
Dépenses totales	d=a+b	15 884 276,37	17 786 548,42	25 278 888,24	32 038 909,47	23 477 999,25	19 946 600,45
B. Recettes							
1. Commission européenne	e	6 209 840,36	6 561 082,75	7 025 650,91	7 432 478,53	7 873 354,00	9 021 576,14
2. Parlement européen	f	3 844 539,81	4 068 312,39	4 078 688,97	4 219 155,81	4 569 046,60	5 156 115,74
3. Médiateur européen	g	36 267,58	41 043,52	40 137,47	40 680,65	42 182,04	44 033,53
4. Conseil	h	199 947,51	224 982,36	259 888,53	329 439,25	399 749,41	521 080,80
5. Cour de justice	i	1 142 350,85	1 200 709,57	1 164 182,86	1 353 574,43	1 410 446,04	1 538 584,20
6. Cour des comptes	j	247 199,12	268 999,29	301 432,53	311 363,01	349 950,20	369 832,01
7. Comité économique et social	k	94 213,33	87 814,21	115 842,48	118 175,34	128 369,83	163 573,18
8. Comité des régions	l	129 544,81	143 603,49	126 921,93	151 801,78	152 707,32	170 359,48
9. SEAE	m	1 080 608,25	1 154 674,02	1 199 396,42	1 245 571,20	1 376 053,89	1 542 352,35
10. CEPD	n				25 463,38	37 579,91	67 673,31
11. Agences	o	12 974 857,04	14 055 938,77	15 201 144,99	16 296 954,60	18 370 540,46	21 293 335,50
Recettes totales	p=Σe-o	25 959 368,66	27 807 160,37	29 513 287,09	31 524 657,98	34 709 979,70	39 888 516,24
D. Résultat courant	r=p-d	10 075 092,29	10 020 611,95	4 234 398,85	-514 251,49	11 231 980,45	19 941 915,79

Une augmentation importante des dépenses est observée de 2017 à 2020, en raison principalement du changement de législature du Parlement européen et de l'octroi du bénéfice de l'allocation de chômage aux APA éligibles. Depuis 2020, les dépenses ont baissé, passant de 32 millions d'euros à 20 millions d'euros fin 2022.

En ce qui concerne le résultat courant du Fonds, il s'élevait à 10 millions d'euros en 2017 et 2018. Compte tenu d'un surplus plus limité en 2019 (4,2 millions d'euros), le Fonds a enregistré un déficit de 0,5 million d'euros en 2020 en raison de la fin de la législature du Parlement européen et de la fin de mandat de la Commission. En 2021 et 2022, le Fonds a enregistré un surplus de 11,2 millions d'euros et de 19,9 millions d'euros, respectivement.

Résultats courants 2017-2022



2.3 Situation d'exercice: ventilation des dépenses et recettes par institution et pour l'ensemble des agences 2017-2022

Le tableau 5 présente une ventilation des dépenses et des recettes par institution ainsi que pour l'ensemble des agences. La première partie du tableau présente les montants absolus et la seconde partie expose les pourcentages par rapport au total des dépenses et recettes.

L'effet cyclique à la fin de la législature du Parlement européen se traduit par l'augmentation des dépenses liées au Parlement en 2019 et 2020, qui s'élèvent respectivement à 10,4 millions d'euros et 13,1 millions d'euros. Les dépenses liées au Parlement européen ont baissé pour atteindre 6,6 millions d'euros en 2021 et 4,6 millions d'euros en 2022.

Il convient de noter que la contribution des agences est passée de 13 millions d'euros en 2017 à 21 millions d'euros en 2022.

TABLEAU 5: FONDS DE CHÔMAGE - SITUATION D'EXERCICE
Ventilation des dépenses et des recettes par institution (2017-2022)

Année Description INSTITUTION	2017		2018		2019		2020		2021		2022	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
I. En EUR												
A. Commission européenne	7 380 392,74	6 209 840,36	9 086 546,95	6 561 082,75	8 544 434,65	7 025 650,91	11 547 627,30	7 432 478,53	9 346 706,86	7 858 031,35	8 702 641,50	9 018 656,32
B. Parlement européen	2 776 095,40	3 844 539,81	3 045 225,53	4 068 312,39	10 381 757,85	4 078 688,97	13 103 965,00	4 219 155,81	6 611 995,94	4 562 936,06	4 603 428,72	5 152 392,51
C. Médiateur européen		36 267,58	8 949,09	41 043,52	2 342,39	40 137,47	27 676,00	40 680,65		42 182,04	44 033,53	
D. Conseil	507 417,44	199 947,51	464 451,63	224 982,36	433 433,95	259 888,53	633 694,72	329 439,25	260 627,61	399 645,25	388 568,60	503 255,48
E. Cour de justice	612 812,84	1 142 350,85	368 765,79	1 200 709,57	538 879,80	1 164 182,86	715 432,19	1 353 574,43	474 925,99	1 410 517,40	580 097,27	1 538 819,87
F. Cour des comptes	137 805,30	247 199,12	212 353,69	268 999,29	231 389,25	301 432,53	170 210,46	311 363,01	126 278,79	346 794,55	294 105,82	369 832,01
G. Comité économique et social	125 895,20	94 213,33	203 101,26	87 814,21	167 761,33	115 842,48	144 165,77	118 175,34	185 271,82	128 301,45	178 081,89	163 573,18
H. Comité des régions	103 269,54	129 544,81	94 445,55	143 603,49	147 100,22	126 921,93	154 643,19	151 801,78	137 650,43	152 707,32	170 960,98	170 374,11
I. SEAE	263 507,96	1 080 608,25	218 756,79	1 154 674,02	392 292,54	1 199 396,42	642 974,02	1 245 571,20	901 877,26	1 371 613,07	673 669,87	1 543 761,76
J. CEPD							74 972,80	25 463,38	60 955,58	37 579,91	3 690,13	58 290,56
K. Agences	3 977 079,95	12 974 857,04	4 083 952,15	14 055 938,77	4 439 496,25	15 201 144,99	4 823 548,02	16 296 964,60	5 369 063,39	18 354 906,94	4 346 523,13	21 236 119,81
Total	15 884 276,37	25 959 368,66	17 786 548,42	27 807 160,37	25 278 888,24	29 513 287,09	32 038 909,47	31 524 657,98	23 475 353,67	34 665 215,34	19 941 767,91	39 799 109,14
II. En % du total												
A. Commission européenne	46,46%	23,92%	51,09%	23,59%	33,80%	23,81%	36,04%	23,58%	39,81%	22,67%	43,64%	22,66%
B. Parlement européen	17,48%	14,81%	17,12%	14,63%	41,07%	13,82%	40,90%	13,38%	28,17%	13,16%	23,08%	12,95%
C. Médiateur européen	0,00%	0,14%	0,05%	0,15%	0,01%	0,14%	0,09%	0,13%		0,12%		0,11%
D. Conseil	3,19%	0,77%	2,61%	0,81%	1,71%	0,88%	1,98%	1,05%	1,11%	1,15%	1,95%	1,26%
E. Cour de justice	3,86%	4,40%	2,07%	4,32%	2,13%	3,94%	2,23%	4,29%	2,02%	4,07%	2,91%	3,87%
F. Cour des comptes	0,87%	0,95%	1,19%	0,97%	0,92%	1,02%	0,53%	0,99%	0,54%	1,00%	1,47%	0,93%
G. Comité économique et social	0,79%	0,36%	1,14%	0,32%	0,66%	0,39%	0,45%	0,37%	0,79%	0,37%	0,89%	0,41%
H. Comité des régions	0,65%	0,50%	0,53%	0,52%	0,58%	0,43%	0,48%	0,48%	0,59%	0,44%	0,86%	0,43%
I. SEAE	1,66%	4,16%	1,23%	4,15%	1,55%	4,06%	2,01%	3,95%	3,84%	3,96%	3,38%	3,88%
J. CEPD							0,23%	0,08%	0,26%	0,11%	0,02%	0,15%
K. Agences	25,04%	49,98%	22,96%	50,55%	17,56%	51,51%	15,06%	51,70%	22,87%	52,95%	21,80%	53,36%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

3. ANALYSE DES AFFILIÉS, DES BÉNÉFICIAIRES ET DES ALLOCATIONS ACCORDÉES

3.1 Nombre d'affiliés et contribution moyenne

Le tableau 6 présente le nombre d'AT, d'AC et d'APA contribuant au Fonds de chômage, en service au 31 décembre de chaque année.

TABLEAU 6: NOMBRE D'AFFILIÉS AU FONDS DE CHÔMAGE
AT, APA et AC en service au 31 décembre de l'année

INSTITUTION	Année		2017				2018				2019				2020				2021				2022				
	Type	Type	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	
	Grande	Groupes F																									
I. Commission européenne	AD	AC																									
	AD	IV	503	2 804		3 307	598	2 921		3 519	726	3 147		3 873	889	3 137		4 026	1 129	3 300		4 429	1 408	3 463		4 871	
	AST	III	228	1 320		1 548	267	1 384		1 651	320	1 447		1 767	597	1 464		1 861	509	1 407		1 916	691	1 389		2 080	
	AST-C	II	144	2 192		2 336	377	2 107		2 484	375	2 113		2 488	542	2 054		2 596	665	2 015		2 680	777	1 980		2 757	
	I		800			800	798			798	790			790	774			774	754			754	701			701	
Total	Total	875	7 116		7 991	1 242	7 210		8 452	1 421	7 497		8 918	1 828	7 429		9 257	2 303	7 476		9 779	2 876	7 533		10 409		
II. Autres institutions																											
A. Parlement européen	AD	IV	472	277	401	1 150	471	354	478	1 303	430	315	413	1 158	522	329	478	1 329	533	362	478	1 373	576	399	489	1 464	
	AST	III	552	284	921	1 757	542	351	901	1 794	487	330	879	1 696	497	370	935	1 802	564	497	996	2 057	603	529	1 000	2 132	
	AST-C	II	19	208	432	659	28	198	431	657	27	159	425	611	42	172	418	632	57	187	411	655	57	203	424	684	
	I		945	166		1 111	950	162		1 112	953	114		1 067	939	115		1 054	1 037	124		1 161	1 032	108		1 140	
	Total	Total	1 043	1 714	1 920	4 837	1 041	1 853	1 972	4 866	944	1 787	1 831	4 532	1 061	1 810	1 946	4 817	1 154	2 083	2 009	5 246	1 236	2 163	2 021	5 420	
B. Médiateur européen	AD	IV	12	5		17	13	5		18	11	3		14	15	2		17	15	3		18	14	3		17	
	AST	III	11	1		12	11			11	12	2		14	11	2		13	10	2		12	9	1		10	
	AST-C	II	6			6	5		5	5	3			3	2			4	5	1		6	5	2		7	
	I		3			3	3		3	3	3			3	2			2									
	Total	Total	23	15		38	24	13		37	23	11		34	28	8		36	30	6		36	28	6		34	
C. Conseil	AD	IV	34	49		83	66	32		98	83	37		120	117	31		148	134	45		179	182	39		221	
	AST	III	22	12		34	23	6		29	21	14		35	26	10		66	88	25		113	130	21		151	
	AST-C	II	27	35		62	29	29		58	44	35		79	65	19		84	69	17		86	81	11		92	
	I		126			126	134			134	140			140	141			141	141			142	139			139	
	Total	Total	83	222		305	118	201		319	148	226		374	238	201		439	291	229		520	393	210		603	
D. Cour de justice	AD	IV	354	9		363	369	16		385	372	20		392	390	10		400	389	15		404	406	25		431	
	AST	III	238	48		286	234	43		277	247	45		292	262	53		315	282	57		339	299	53		346	
	AST-C	II	48	21		69	55	24		79	56	26		82	54	26		80	71	21		92	70	10		80	
	I		84			84	85			85	83			83	84			84	81			81	83			83	
	Total	Total	640	162		802	658	168		826	675	174		849	706	173		879	742	174		916	769	179		948	
E. Cour des comptes	AD	IV	67	11		78	75	16		91	88	12		100	88	14		102	102	16		118	106	21		127	
	AST	III	39	10		49	39	13		52	42	13		55	39	15		54	44	17		61	41	12		53	
	AST-C	II	16	7		23	23	1		24	26	7		33	27	13		40	26	15		41	25	17		42	
	I		45			45	45			45	42			42	41			41	40			40	40			40	
	Total	Total	122	73		195	137	75		212	156	74		230	154	83		237	172	88		260	172	90		262	
F. Comité économique et social	AD	IV	28	5		33	26	7		33	33	6		39	39	5		44	47	6		53	57	10		67	
	AST	III	24	2		26	25	7		32	32	5		37	34	6		40	45	6		51	55	8		63	
	AST-C	II	8	16		24	17	12		29	16	11		27	18	14		32	13	12		25	16	12		28	
	I		20			20	20			20	21			21	22			22	22			22	20			20	
	Total	Total	60	43		103	68	46		114	81	43		124	91	47		138	105	46		151	128	50		178	
G. Comité des régions	AD	IV	59	14		73	64	14		78	68	15		83	64	17		81	64	17		81	65	18		89	
	AST	III	17	9		26	24	7		31	20	5		25	18	4		22	29	10		39	34	9		43	
	AST-C	II	2	8		10	6	5		11	6	4		10	6	8		14	7	10		17	3	8		11	
	I		23			23	23			23	21			21	21			21	20			20	21			21	
	Total	Total	69	54		123	84	49		133	71	48		119	67	54		121	84	57		141	88	56		144	
H. SEAE	AD	IV	313	122		435	327	164		491	330	189		519	362	216		578	402	227		629	401	251		652	
	AST	III	7	123		130	11	129		140	6	134		140	6	137		143	16	155		171	43	159		202	
	AST-C	II	5	139		144	3	137		140	1	148		149	153	153		153	13	153		166	25	155		178	
	I		31			31	32			32	32			32	33			33	31			31	30			30	
	Total	Total	325	415		740	341	462		803	336	503		839	368	539		907	431	566		599	469	593		1 062	
I. CEPD	AD	IV				0				0				0		17		17	4	24		28	4	24		28	
	AST	III				0				0				0	1	12		13	1	17		18	2	20		22	
	AST-C	II				0				0				0		8		8		8		8		8		8	
	I					0				0				0													
	Total	Total	0	0		0	0	0		0	0	0		0	1	37		38	5	49		54	6	52		58	
Total (autres institutions)	AD	IV	1 330	492	401	2 223	1 401	608	478	2 487	1 392	600	413	2 405	1 576	645	478	2 699	1 671	713	478	2 861	1 797	790	489	3 076	
	AST	III	910	489	921	2 320	909	556	901	2 366	867	548	879	2 294	924	609	935	2 468	1 079	786	996	2 861	1 210	812	1 000	3 032	
	AST-C	II	125	440	432	997	161	411	431	1 003	175	393	425	993	214	415	418	1 047	261	424	411	1 096	282	432	424	1 138	
	I		1 277	166		1 443	1 292	162	1 454		1 295	114	1 409		1 283	115	1 398		1 373	124		1 497	0	1 365	108	1 473	
	Total	Total	2 365	2 698	1 920	6 983	2 471	2 867	1 972	7 310	2 434	2 836	1 831	7 101	2 714	2 952	1 946	7 612	3 014	3 298	2 009	8 321	3 289	3 399	2 021	8 709	
III. Agences	AD	IV	4 874	1 566		6 440	5 096	1 721		6 817	5 337	1 915		7 272	5 812	2 201		8 013	6 240	2 769		9 009	6 836	3 248		10 084	
	AST	III	1 765	1 437		3 222	1 747	1 391		3 338	1 757	1 640		3 397	1 937	1 674		3 631	2 136	1 877		4 013	2 350	1 939		4 289	
	AST-C	II	19	762		781	28	714		742	26	693		719	29	634		663	36	583		619	31	531		562	
	I		23			23	26			26	27			27	21			21				21		46		46	
	Total	Total	6 658	3 838		10 496	6 871	4 082		10 953	7 140	4 305		11 445	7 798	4 860		12 358	8 412	5 280		13 092	9 217	5 764		14 931	
Total général	AD	IV	6 707	4 862	401	11 970	7 095	5 250	478	12 823	7 475	5 662	413	13 550	8 277	5 963	478	14 738	9 024	6 784	478	16 305	10 451	7 501	489	18 091	
	AST	III	2 903	2 386	921	7 690	2 923	2 351	901	7 355	2 944	2 635	879	7 430	3 278	3 147	935	7 960	3 743	3 070	996	8 790	4 241	4 140	1 000	9 391	
	AST-C	II	288	2 394	432	4 114	566	3 282	431	4 239	576	3 189	425	4 266	785	3 100	418	4 366	962	3 022	411	4 395	1 090	2 943	424	4 457	
	I		2 130	166		2 296	2 146	162	2 308		2 142	114	2 256		2 108	115	2 223		2 178	124		2 302	2 112	108		2 220	
	Total	Total	9 898																								

TABLEAU 7:				NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DU FONDS DE CHÔMAGE ayant touché une allocation de chômage du Fonds de l'UE en décembre de l'année (2017-2022)																								
				2017				2018				2019				2020				2021				2022				
INSTITUTION	Année	Année	Année	2017				2018				2019				2020				2021				2022				
	Type	Type	Type	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	
I. Commission européenne	AT	AC		-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	
	AD	IV		22	122	144	28	125	153	33	99	132	68	185	253	20	94	1	115	18	123							141
	AST	III		28	102	130	13	93	106	9	62	71	22	72	94	8	22		30	7	22							29
	SC	II			160	160	0	179	179	23	138	161	33	110	143	18	41		59	13	29							42
		I			1		1	0	1	1			0		7	7		1		1		1		1		1		1
Total				50	385		435	41	398		439	65	299		364	123	374		497	46	158	1	205	38	175			213
II. Autres institutions																												
A. Parlement européen	AD	IV		11	15	19	45	7	15	18	40	13	25	353	391	36	26	218	280	17	13	28	58	14	14	14		42
	AST	III	II	19	7	12	38	15	16	4	35	35	27	20	82	32	29	66	127	9	11	29	49	10	13	25		48
	SC	II	I		23	14	37	0	21	19	40	3	24	27	54		16	7	23		8	10	18		5	10		15
		I			2		2	0	6	0	6		2		2		3		3			1	1			2	2	
Total				30	47	45	122	22	58	41	121	51	78	400	529	68	74	291	433	26	32	68	126	24	32	51		107
B. Médiateur européen	AD	IV					0				0				0				0				0				0	
	AST	III					0				0				0				0				0				0	
		II					0		1		1				0				0				0				0	
		I					0				0				0				0				0				0	
Total				0	0		0	0	1		1	0	0		0	0	0		0			0					0	
C. Conseil	AD	IV		1	4		5	3	10	0	13	10	5		15	8	4		12		2		2	2	1		3	
	AST	III		3	1		4	3	1	0	4	1	1		2		2		2		3		3	1			1	
		II			1		1	0	2	0	2		1		1		4		4		1		1		3		3	
		I					0	0	0	0	0				0		1		1								0	
Total				4	6		10	6	13		19	11	7		18	8	11		19		6		6	3	4		7	
D. Cour de justice	AD	IV		9			9	6	3	0	9	15	3		18	14	3		17	3			3	2	1		3	
	AST	III		8			8	5	2	0	7	6	4		10	6	4		10	3	4		7	4	2		6	
	SC	II					0	0	2	0	2	2	2		4	2			2	3			3	3			3	
		I					0	0	0	0	0				0				0								0	
Total				17	0		17	11	7		18	23	9		32	20	9		29	9	4		13	9	3		12	
E. Cour des comptes	AD	IV		2	1		3	2	0	0	2	4			4	4	2		6	1			1	3			3	
	AST	III					0	3	0	0	3	1			1	2			2	2			2	2	1		3	
	SC	II					0	0	1	0	1	1			1				0					1			1	
		I			1		1	0	0	0	0				0		1		1								0	
Total				2	2		4	5	1		6	6	0		6	6	3		9	3			3	5	2		7	
F. Comité économique et social	AD	IV			2		2	1	2	0	3	1	1		2	1			1	2			2	2	1		3	
	AST	III		1	1		2	2	1	0	3	1			1	6			6	1			1	1			1	
	SC	II			3		3	0	3	0	3	2			2		1		1	1	1		2		1		1	
		I					0	0	0	0	0				0				0								0	
Total				1	6		7	3	6	0	9	4	1	0	5	7	1	0	8	4	1		5	3	2		5	
G. Comité des régions	AD	IV		1			1	1	0	0	1	1			1		3		3	1	2		3	2	1		3	
	AST	III		1			1	0	1	0	1	1			1				0	1			1	2			2	
		II			1		1	0	1	0	1				0				0								0	
		I					0	0	0	0	0				0				0								0	
Total				2	1		3	1	2	0	3	2	0	0	2	0	3	0	3	2	2		4	4	1		5	
H. SEAE	AD	IV		2	4		6	3	0	0	3	6	3		9	16	5		21	11	3		14	9			9	
	AST	III		4	2		6	3	1	0	4	2	2		4	2	2		4		1		1		3		3	
		II			1		1	0	3	0	3	2		2	2		2		2		1		1		2		2	
		I					0	0	0	0	0				0				0								0	
Total				6	7		13	6	4	0	10	8	7	0	15	18	9	0	27	11	5		16	9	5		14	
I. CEPRD	AD	IV					0				0				0		1		1				0				0	
	AST	III					0				0				0				0				0				0	
		II					0				0				0		1		1		1		1				0	
		I					0				0				0				0				0				0	
Total				0	0		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	66		1		1				0	
Total autres institutions	AD	IV		26	26	19	71	23	30	18	71	50	37	353	440	79	44	218	341	35	20	28	83	34	18	14		66
	AST	III		36	11	12	59	31	22	4	57	47	34	20	101	48	37	66	151	16	19	29	64	20	19	25		64
		II		0	29	14	43	0	34	19	53	8	29	27	64	0	26	7	33	4	12	10	26	3	12	10		25
		I		0	3	0	3	0	6	0	6	0	2	0	2	0	5	0	5	0	0	1	1	0	0	2		2
	Total			62	69	45	176	54	92	41	187	105	102	400	607	127	112	291	530	55	51	68	174	57	49	51		157
III. Agences	AD	IV		52	10		62	60	8	0	68	56	11		67	87	17		104	57	12		69	46	11		57	
	AST	III		38	9		47	38	9	0	47	37	12		49	38	16		54	15	4		19	14	5		19	
		II			9		9	0	13	0	13		8		8		12		12		8		8		6		6	
		I					0	0	1	0	1		1		1		1		1				0				0	
Total				90	28		118	98	31		129	93	32		125	125	46		171	72	24		96	60	22		82	
Total général	AD	IV		100	158	19	277	111	163	18	292	139	147	353	639	234	246	218	698	112	126	29	267	98	152	14		264
	AST	III		102	122	12	236	82	124	4	210	93	108	20	221	108	125	66	299	39	45	29	113	41	46	25		112
		II		0	198	14	212	0	226	19	245	31	175	27	233	33	148	7	188	22	61	10	93	16	47	10		73
		I			4	0	4		8	0	8		3	0	3		13	0	13	0	1	1	2	0	1	2		3
	Total			202	482	45	729	193	521	41	755	263	433	400	1096	375	532	291	1198	173	233	69	475	155	246	51		452

Il convient de noter que le tableau ci-dessus présente les résultats pour le mois de décembre de chaque année.

Une combinaison des données concernant les AT, les AC et les APA en service au 31 décembre reprises dans le tableau 6 et le nombre de chômeurs ayant reçu une allocation de chômage repris dans le tableau 7 permet de calculer le rapport entre le nombre de bénéficiaires du Fonds de chômage et le nombre d'affiliés au même Fonds. Les résultats sont présentés dans le tableau 8.

TABLEAU 8:**TAUX DE CHÔMAGE COMMUNAUTAIRE**

Pourcentage de bénéficiaires d'une allocation de chômage au titre
du Fonds de l'UE par rapport aux affiliés en décembre de l'année
(2017-2022)

INSTITUTION	2017			2018			2019			2020			2021			2022		
	AT	AC	APA	AT	AC	APA	AT	AC	APA	AT	AC	APA	AT	AC	APA	AT	AC	APA
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Commission européenne	6	5	0	3	6		5	4	0	7	5	0	2	2	0	1	2	0
Parlement européen	3	3	2	2	3	2	5	4	22	6	4	15	2	2	3	2	1	3
Médiateur européen	0	0	0	0	8		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Conseil	5	3	0	5	6		7	3	0	3	5	0	0	3	0	1	2	0
Cour de justice	3	0	0	2	4		3	5	0	3	5	0	1	2	0	1	2	0
Cour des comptes	2	3	0	4	1		4	0	0	4	4	0	2	0	0	3	2	0
Comité économique et social	2	14	0	4	13		5	2	0	8	2	0	4	2	0	2	4	0
Comité des régions	3	2	0	1	4		3	0	0	0	6	0	2	4		5	2	0
SEAE	2	2	0	2	1		2	1	0	5	2	0	3	1		2	1	0
CEPD										0	5			2				
Agences	1	1	0	1	1		1	1	0	2	1	0	1	0	0	1	0	0
TOTAL	2	4	2	2	4	2	2	3	22	3	4	15	1	1	3	1	1	3

Concernant les AT, le pourcentage entre le nombre de bénéficiaires de l'allocation de chômage et le nombre d'affiliés se situait entre 1 % et 3 %. Au cours de la période de référence, le pourcentage le plus élevé a été enregistré en 2020 (3,04 %) avant de diminuer en 2021 (1,26 %) et 2022 (1,01 %). En ce qui concerne les AC, le pourcentage est passé de 3,53 % en 2017 à 1,47 % en 2022.

Pour ce qui est des assistants parlementaires accrédités, un nombre élevé d'anciens APA a perçu l'allocation en 2019 (400) et 2020 (291) en raison de la fin de la législature parlementaire. Depuis 2021, ce chiffre a considérablement baissé: 68 en 2021 et 51 en 2022.

Cette évolution transparaît dans le pourcentage d'APA bénéficiaires de l'allocation de chômage. Tandis qu'en 2019 et 2020, ils représentaient respectivement 22 % et 15 %, le pourcentage a diminué pour passer à 3,38 % en 2021 et 2,52 % en 2022.

3.3 Nombre d'allocations de chômage mensuelles payées, montant moyen, bénéficiaires et pays de résidence de ces derniers

Conformément aux articles 28 *bis*, paragraphe 4 et 96, paragraphe 4, du RAA, une allocation de chômage est versée pour une durée correspondant à un tiers de la période de service, mais ne pouvant excéder 36 mois. Le tableau 9 ci-dessous présente le nombre d'allocations de chômage mensuelles versées à l'ensemble des bénéficiaires par année. Ce tableau illustre les répercussions du changement de législature parlementaire sur les APA et du changement de mandat de la Commission sur les TA (en 2020).

TABEAU 9: FONDS DE CHÔMAGE - ÉVOLUTION DU COÛT MOYEN - NBRE DE PRESTATIONS PAYÉES

A. Nombre de prestations (e mensualités) payées		Année				2017		2018		2019		2020		2021		2022										
		Institution	Régime			Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	TOTAL	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	TOTAL	%	Nbre AT	Nbre AC	Nbre APA	TOTAL	%						
1.	Commission européenne	668	3788	4456	54	526	4838	5364	59	619	4172	4791	41	1171	5521	6	5011	45	1016	4156	10	5182	46			
2.	Parlement européen	339	518	610	1467	18	332	679	578	1589	17	281	863	3421	4570	39	717	1174	5319	29	664	857	1321	2842	25	
3.	Médiateur européen			0		0		6		2				17			0		0				0		0	
4.	Conseil	98	149	247	3	94	101	195	2	68	109	176	2	132	139	2	53	81	134	2			50	170	220	2
5.	Cour de justice	254	37	291	4	138	60	198	2	178	91	297	2	251	153	404	2	138	112	280	2	294	71	365	3	
6.	Cour des comptes	43	21	64	1	68	18	86	1	76	15	91	1	93	47	140	1	140	1	68	1	36	31	117	1	
7.	Comité économique et social	15	45	60	1	35	70	105	1	43	26	91	1	37	54	91	1	70	31	101	1	61	31	92	1	
8.	Comité des régions	30	24	54	1	18	41	59	1	36	19	55	1	50	41	69	1	43	26	69	1	32	101	1		
9.	SEAE	63	82	145	2	52	48	100	1	81	62	143	1	132	113	245	1	237	108	345	3	200	140	340	3	
10.	CEPD													33	33	33	0,2					8		0		
11.	Agences	1041	358	1399	17	1094	330	1424	16	1112	386	1498	13	1449	700	2149	12	1373	552	17	1398	565	1963	17	1963	17
12.	Totaux	2551	5022	610	8183	100	2357	6191	100	2497	5787	3421	7992	100	4032	7992	5319	17343	100	3649	5694	1331	11230	100	11230	100

Le tableau 10 ci-dessous présente le montant moyen de l'allocation de chômage par catégorie de bénéficiaires. Ce montant correspond aux dépenses totales annuelles par type de chômeur-bénéficiaire (AT, AC et APA) divisées par le nombre de mensualités versées. Il est à noter que, pour un mois donné, l'allocation versée peut être complète ou calculée au prorata du nombre de jours pendant lesquels l'intéressé a effectivement bénéficié de l'allocation de chômage.

TABEAU 10: MONTANT MOYEN DES ALLOCATIONS PAYÉES (2017-2022)

RÉGIME	2017	2018	2019	2020	2021	2022
AT						
Nombre total de mensualités	2 551	2 357	2 497	3 915	3 649	3 833
Dépenses totales	6 725 690,22	6 407 226,39	7 031 787,02	11 154 669,29	9 760 185,72	8 185 998,30
Montant moyen d'une mensualité	2 636,49	2 718,38	2 816,09	2 849,21	2 674,76	2 135,66
AC						
Nombre total de mensualités	5 022	6 191	5 767	5 894	5 684	6 066
Dépenses totales	7 977 475,13	10 164 246,40	9 803 344,79	10 994 088,47	10 011 200,99	9 646 113,73
Montant moyen d'une mensualité	1 588,51	1 641,78	1 699,90	1 865,30	1 761,30	1 590,19
Total AT et AC						
Nombre total de mensualités	7 573	8 548	8 264	9 809	9 333	9 899
Dépenses totales	14 703 165,35	16 571 472,79	16 835 131,81	22 148 757,77	19 771 386,71	17 832 112,03
Montant moyen d'une mensualité	1 941,52	1 938,64	2 037,17	2 258,00	2 118,44	1 801,41
APA						
Nombre total de mensualités	610	578	3 421	4 170	1 809	1 331
Dépenses totales	1 181 111,02	1 215 075,63	8 443 756,43	9 890 151,70	3 703 966,96	2 109 655,88
Montant moyen d'une mensualité	1 936,25	2 102,21	2 468,21	2 371,74	2 047,52	1 585,02
Total AT, AC et APA						
Nombre total de mensualités	8 183	9 126	11 685	13 979	11 142	11 230
Dépenses totales	15 884 276,37	17 786 548,42	25 278 888,24	32 038 909,47	23 475 353,67	19 941 767,91
Montant moyen d'une mensualité	1 941,13	1 949,00	2 163,36	2 291,93	2 106,92	1 775,76

Le tableau 11.1 présente la durée moyenne exprimée en mois du bénéfice de l'allocation de chômage versée pendant une année incluant d'éventuelles prestations antérieures dues. Cette durée correspond au nombre total des jours payés jusqu'au 31 décembre de l'année indiquée, divisé par le nombre de bénéficiaires de l'allocation de chômage. Le résultat ainsi obtenu est divisé par 30 pour obtenir la durée moyenne exprimée en mois de bénéfice de l'allocation de chômage⁸.

⁸ Pour les tableaux 11.1, 11.2 et 11.3, la durée en question pour les années 2021 et 2022 a été calculée sur la base des données disponibles dans le système informatique NAP (Nouvelle Application Paye) et enregistrées depuis juillet 2020, car la Commission européenne a changé les systèmes informatiques auxquels elle a recours.

TABEAU 11.1: DURÉE DE LA PÉRIODE INDEMNISÉE DEPUIS 2017, EN MOIS: AC-AT-APA

<u>Institution</u>	<u>Année</u>	<u>2017</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2020</u>	<u>2021</u>	<u>2022</u>
1. Commission européenne		7	10	11	10	8	9
2. Parlement européen		8	10	6	10	7	10
3. Médiateur européen		0	6	8	5		
4. Conseil		9	7	8	10	7	8
5. Cour de justice		8	7	6	8	7	9
6. Cour des comptes		6	9	10	7	7	8
7. Comité économique et social		7	9	12	10	6	10
8. Comité des régions		7	9	7	5	8	8
9. SEAE		6	8	11	10	10	12
10. CEPD					5	9	8
11. Agences		13	12	10	13	10	11
12. Moyenne		8	10	8	10	8	10

On observe que la durée moyenne exprimée en mois du bénéfice de l'allocation de chômage est stable au cours des 6 dernières années et se situe entre huit et dix mois.

Les tableaux suivants indiquent la durée de la période indemnisée par population (AC, AT et APA).

TABEAU 11.2: DURÉE DE LA PÉRIODE INDEMNISÉE DEPUIS 2017, EN MOIS: AC-AT

<u>Institution</u>	<u>Année</u>	<u>2017</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2020</u>	<u>2021</u>	<u>2022</u>
1. Commission européenne		7	10	11	10	8	9
2. Parlement européen		9	11	8	10	8	12
3. Médiateur européen		0	6	8	5		
4. Conseil		9	7	8	10	7	8
5. Cour de justice		8	7	6	8	7	9
6. Cour des comptes		6	9	10	7	7	8
7. Comité économique et social		7	9	12	10	6	10
8. Comité des régions		7	9	7	5	8	8
9. SEAE		6	8	11	10	10	12
10. CEPD					5	9	8
11. Agences		13	12	10	13	10	11
12. Moyenne		8	10	10	10	8	10

APA:

**TABLEAU 11.3: DURÉE DE LA PÉRIODE INDEMNISÉE DEPUIS
2017, EN MOIS: APA**

<u>Institution</u>	<u>Année</u>	<u>2017</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2020</u>	<u>2021</u>	<u>2022</u>
2. Parlement européen		7	8	5	10	7	9

On observe que la durée moyenne exprimée en mois du bénéfice de l'allocation de chômage est stable au cours des six dernières années pour les AC et les AT (entre huit et dix mois).

Pour ce qui concerne les APA, la durée moyenne exprimée en mois du bénéfice de l'allocation de chômage est comprise entre cinq et dix mois au cours de la période de référence. La durée la plus courte a été enregistrée en 2019 (cinq mois) et la plus longue en 2020 (dix mois). En 2022, la durée moyenne atteignait neuf mois.

Eu égard au principe de complémentarité du régime d'assurance contre le chômage, le pays de résidence du bénéficiaire d'une allocation de chômage a son importance, notamment compte tenu des critères d'éligibilité à une allocation nationale qui varient d'un État membre à l'autre.

Le tableau 12 présente les pays de résidence des bénéficiaires qui ont reçu au moins une allocation mensuelle dans l'année.

TABEAU 12: PAYS DE RÉSIDENCE DES BÉNÉFICIAIRES D'UNE ALLOCATION DE CHÔMAGE

PAYS	2017		2018		2019		2020		2021		2022	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
AT	9	0,64	12	0,81	20	0,93	15	0,79	13	0,79	9	1
BE	697	49,47	728	49,02	1 064	49,33	843	44,65	889	44,65	586	47
BG	14	0,99	15	1,01	22	1,02	27	1,43	10	1,43	4	0
CY	7	0,50	8	0,54	12	0,56	9	0,48	5	0,48	4	0
CZ	18	1,28	18	1,21	32	1,48	27	1,43	10	1,43	5	0
DE	46	3,26	43	2,90	80	3,71	64	3,39	55	3,39	45	4
DK	2	0,14	4	0,27	18	0,83	18	0,95	11	0,95	8	1
EE	14	0,99	16	1,08	16	0,74	15	0,79	11	0,79	10	1
EL	21	1,49	27	1,82	34	1,58	30	1,59	14	1,59	13	1
ES	57	4,05	78	5,25	102	4,73	106	5,61	99	5,61	104	8
FI	14	0,99	20	1,35	32	1,48	21	1,11	23	1,11	16	1
FR	86	6,10	102	6,87	160	7,42	139	7,36	81	7,36	72	6
HR	25	1,77	21	1,41	28	1,30	25	1,32	14	1,32	7	1
HU	15	1,06	15	1,01	28	1,30	23	1,22	11	1,22	8	1
IE	10	0,71	8	0,54	12	0,56	18	0,95	13	0,95	9	1
IT	83	5,89	110	7,41	119	5,52	141	7,47	116	7,47	120	10
LT	21	1,49	16	1,08	16	0,74	14	0,74	9	0,74	6	0
LU	83	5,89	78	5,25	84	3,89	78	4,13	99	4,13	86	7
LV	13	0,92	15	1,01	20	0,93	16	0,85	5	0,85	3	0
MT	5	0,35	5	0,34	4	0,19	7	0,37	6	0,37	5	0
NL	35	2,48	36	2,42	50	2,32	52	2,75	84	2,75	69	6
PL	27	1,92	23	1,55	49	2,27	48	2,54	21	2,54	13	1
PT	19	1,35	21	1,41	39	1,81	26	1,38	13	1,38	13	1
RO	27	1,92	22	1,48	38	1,76	34	1,80	9	1,80	5	0
SE	15	1,06	11	0,74	22	1,02	17	0,90	16	0,90	9	1
SK	13	0,92	9	0,61	17	0,79	21	1,11	9	1,11	8	1
SL	12	0,85	5	0,34	15	0,70	20	1,06	5	1,06	3	0
UK	21	1,49	19	1,28	24	1,11	34	1,80	11	1,80	2	0
TOTAL	1 409	100,00	1 485	100,00	2 157	100,00	1 888	100,00	1 662	100	1 242	100

Concernant le Royaume-Uni, il est à noter que jusqu'à la fin de la période de transition le 31 décembre 2020, le Royaume-Uni était considéré comme un État membre⁹ permettant aux anciens agents de percevoir l'allocation de chômage tout en résidant au Royaume-Uni. Par ailleurs, après la fin de la période de transition, et conformément à l'article 115 de l'accord de retrait, les articles 28 *bis*, 96 et 136 du RAA s'appliqueront aux autres agents de l'Union de toute nationalité, y compris les anciens autres agents, qui ont cotisé au régime de chômage de l'Union avant la fin de la période de transition s'ils résident au Royaume-Uni et sont enregistrés auprès des services du chômage du Royaume-Uni.

⁹ Article 127, paragraphe 6 de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (2019/C 384 I/01).

4. CONCLUSIONS

4.1 Période 2017-2022

Dans l'ensemble, le Fonds a enregistré une performance opérationnelle positive entre 2017 et 2022. En particulier, les contributions ont augmenté de manière considérable au cours des deux dernières années, pour atteindre près de 20 millions d'euros en 2022.

La performance opérationnelle du Fonds a entraîné des répercussions sur le solde cumulé. À la fin de l'année 2022, un montant de plus de 60 millions d'euros de réserve a été cumulé dans le cadre du Fonds.

Fin 2022, la Commission a décidé de protéger la réserve croissante des conséquences négatives de l'inflation et a investi 50 millions d'euros conformément au mandat d'investissement du Fonds. La transaction a été effectuée en 2023.

4.2 Perspectives du Fonds de chômage à court et moyen terme

Sur la base des observations comprises dans le présent rapport, on peut s'attendre à ce que la réserve cumulée continue à croître. Le solde cumulé devrait être suffisant pour couvrir les besoins opérationnels du Fonds pendant plusieurs années, y compris les fluctuations périodiques liées à la fin de la législature parlementaire actuelle et au nouveau mandat du collège des commissaires en 2024-2025.

Compte tenu de ce qui précède et afin de garantir l'équilibre financier du Fonds, la Commission envisagera de proposer une adaptation des contributions au régime d'assurance contre le chômage par voie d'un acte délégué, conformément à l'article 28 *bis*, paragraphe 11, et à l'article 96, paragraphe 11, du RAA.